

Vie de la recherche – Research news

Conservation en mouvement : savoirs, pratiques et politiques. Retour sur un colloque interdisciplinaire

Lucile Wittersheim*

Anthropologie, Muséum national d'histoire naturelle, UMR PALOC, Paris, France

Résumé – Cet article vise à restituer les échanges qui ont eu lieu lors du colloque « Conservation en mouvement » les 14 et 15 juin 2022 à l'École normale supérieure de Paris et au nouveau Campus Condorcet. Conserver la nature est un travail complexe en termes de savoirs, de techniques, de décisions éthiques, de logiques affectives. Ce colloque souhaitait engager des réflexions épistémologiques sur la conservation à différentes échelles spatiales et temporelles. Les communications avaient pour objets des réserves naturelles, des coalitions d'acteurs, des pratiques muséales, les liens entre conservation et capitalisme. Elles étaient présentées par des anthropologues, sociologues, écologues, des étudiants en littérature, en biologie et en géographie. La discussion de cet article portera sur les enjeux de sensibilité des données, sur la violence de la conservation, sur ses frontières et limites ainsi que sur ses instabilités.

Mots-clés : conservation / dynamiques / interdisciplinarité / coexistence / savoirs

Abstract – Conservation in motion: knowledge, practices and policies. A review of an interdisciplinary symposium. This article aims to report on the exchanges that took place during the symposium “Conservation in Motion” on June 14 and 15, 2022 at the École normale supérieure de Paris and Campus Condorcet. Conserving nature is a complex task in terms of knowledge, techniques, ethical decisions, and emotional logic. This colloquium wished to engage epistemological reflections on conservation at different spatial and temporal scales and to focus on fields that are not usually linked to the conservation of nature. The presentations dealt with natural reserves, coalitions of actors, museum practices and the links between conservation and capitalism. They were given by anthropologists, sociologists, ecologists, and students in literature, biology and geography. After placing conservation in the context of these major contemporary issues, the discussion in this paper focuses on the resonances between the different presentations around issues of data sensitivity – who takes the data and for what purposes, who provides the data and how, what tensions run through these data flows –; violence towards humans – expropriation, legitimacy of practices –, and non-humans – violent care –; limits and boundaries – who is entitled to practice, to express themselves –; and fictions of stability in conservation processes.

Keywords: conservation / dynamics / interdisciplinarity / coexistence / knowledge

Les 14 et 15 juin 2022 s'est tenu à Paris le colloque « Conservation en mouvement : savoirs, pratiques et politiques » organisé par Gaëlle Ronsin, sociologue au Centre de formation sur l'environnement et la société (CERES, École normale supérieure de Paris [ENS]) et Germain Meulemans, anthropologue au Centre Alexandre-Koyré (CAK, CNRS, EHESS, MNHN). Il était soutenu par le CERES et le CAK, et s'est déroulé à l'ENS ainsi qu'au Campus Condorcet¹. Il venait clôturer deux années du séminaire « Biodiversités en mouvement » et ouvrir ce cycle de réflexion vers d'autres perspectives

épistémologiques. À cette fin, d'anciens intervenants du séminaire et des étudiants du séminaire ont présenté leurs travaux ; ils étaient mêlés à de nouveaux chercheurs et à l'assistance, partie prenante de la construction des réflexions lors des tables rondes.

Conserver la nature est un travail complexe en termes de savoirs, de techniques, de décisions éthiques, de logiques affectives. Le but de ce colloque était d'engager des réflexions épistémologiques sur la conservation à

¹ Pour consulter le programme du colloque : <https://ceres.ens.psl.eu/?Conservation-en-mouvement-savoirs-pratiques-et-politiques>.

*Auteur correspondant : lucile.wittersheim@gmail.com

différentes échelles spatiales et temporelles. Ce colloque se structurait autour de 3 axes : les toiles de relations matérielles, économiques, interspécifiques, épistémologiques dans lesquelles les éléments conservés sont pris ; les paradigmes dominants et les nouveaux horizons du monde de la conservation ; les pratiques de soin et d'entretien à l'œuvre dans la conservation.

Ces axes étaient abordés par une diversité d'approches avec des présentations sur les rapports aux milieux, aux non-humains, ainsi que sur des enjeux de classe, coloniaux et écoféministes. Ces approches s'ancraient dans des champs disciplinaires tout aussi variés : anthropologie, sociologie, écologie, littérature, biologie, avec une grande majorité d'anthropologues et de sociologues. La présentation d'Ulysse Roche (littérature, ENS) a été l'occasion de faire entrer la littérature et l'écocritique dans les questionnements sur la conservation.

Lors des présentations, de nombreuses thématiques ont émergé ou sont entrées en résonance, permettant l'établissement de liens transversaux. Cet article se propose de suivre les traces des liens nouveaux tissés au cours de ce colloque.

Les thématiques, enchevêtrées, suivaient quatre grandes traces qui serviront de structure à cet article. Après avoir replacé la conservation dans ses grands enjeux contemporains, nous nous intéresserons à la sensibilité des données – qui les met à disposition, qui les utilise, les légitime, en France aussi bien que dans des rapports de force entre pays du Sud et du Nord. Nous aborderons dans un second temps la violence à l'œuvre dans les pratiques de conservation, vis-à-vis des humains comme des non-humains. La question des limites et des frontières mouvantes dans la conservation (territoire, classement) sera un troisième point de discussion, pour finir sur des réflexions à propos de la stabilité et de l'instabilité du vivant dans la conservation.

Des régimes de conservation différents

La dernière présentation du 14 et la première du 15 juin ont été l'occasion d'entendre François Sarrazin (écologue, Muséum national d'histoire naturelle [MNHN]) et Bram Büscher (sociologue, Wageningen University). Ils ont chacun proposé une nouvelle façon de penser et mettre en œuvre la conservation, partant du constat que les modes actuels de conservation présentent des « inerties », voire « échouent » à répondre aux grands problèmes auxquels nous faisons face.

Leurs présentations ont été l'occasion de rappeler que la question de la place des humains est présente depuis le début des réflexions sur la conservation, portées dès le début du XIX^e siècle par des philosophes et naturalistes. Ainsi, John Muir et Gifford Pinchot s'interpellaient déjà sur la place du pastoralisme dans les espaces protégés.

Ces réflexions se développent tout au long du XIX^e siècle et du XX^e siècle, ayant un impact sur des institutions, des normes, des modes de gouvernance, aboutissant aux différents modèles de conservation coexistant aujourd'hui. B. Büscher propose de penser leurs distinctions et le dépassement de ces systèmes en s'appuyant sur deux critères : leur inscription dans le capitalisme et la place laissée à l'humain. Aucun des systèmes actuels – la *mainstream conservation*, dont nous parlera Guillaume Blanc (historien, Université Rennes 2), la *new conservation* ou le *neoprotectionism* – ne parvient selon lui à résoudre les problèmes² auxquels nous faisons face, ces modes de conservation faisant partie du système même qui les a engendrés. Sa proposition, qu'il nomme la « *convivial conservation* », est de sortir simultanément du capitalisme et de la vision d'une nature protégée à l'exclusion des activités humaines. C'était le constat de son livre paru en 2020 (Bücher et Fletcher, 2020), ce colloque étant l'opportunité de partager ses dernières réflexions à ce sujet. Il questionne, au sein de la conservation contemporaine, les tensions entre la reconnaissance de la pluralité des connaissances et la standardisation des protocoles scientifiques, ainsi que le besoin intensifié de toujours plus de données sur les systèmes écologiques. Ce seront des thèmes récurrents de ce colloque. La « *convivial conservation* » repose sur plusieurs grands principes idéalistes assortis de propositions concrètes comme : la reconnaissance des injustices engendrées par des mesures de conservation passées, qui se poursuivent par des formes de néocolonialisme dans les pratiques actuelles de conservation ; un revenu de base inconditionnel pour les collectifs vivant dans ou autour de zones protégées ; ou encore la suppression des collaborations avec des entreprises privées mues par des processus de croissance capitaliste.

La proposition de F. Sarrazin, quant à elle, rappelait qu'une des finalités de la conservation était de laisser des conditions environnementales permettant des degrés de liberté évolutive pour toutes les espèces. Il se positionne ainsi dans les grands débats en écologie de la conservation, dont certaines parties défendent une conservation centrée sur le bien-être des humains, sans entrave pour leurs développements notamment économiques. Sa proposition d'une conservation « évocentrée », élaborée avec Jane Lecomte (Sarrazin et Lecomte, 2021), invite au contraire à envisager la conservation pour le bien-être des générations futures et des non-humains. Il propose un mode de fonctionnement où les collectifs humains seraient par défaut en situation de

² Parmi lesquels l'accélération des taux d'extinction de la biodiversité, les conflits de cohabitation entre populations humaines et non humaines (dont nous verrons un exemple à travers le retour du loup en France dans cet article), la pollution des milieux.

conservation et de coexistence avec les non-humains. Il renverse ainsi le regard, en préconisant que les situations de destruction soient exceptionnelles et justifiées. Cela peut signifier d'engager parfois des mesures fixistes concernant certains usages ou activités³, mais toujours au service des dynamiques et de l'évolution.

Ces journées ont ainsi été l'occasion d'entendre ces deux chercheurs, inscrits et engagés dans les sciences de la conservation, constatant les limites des systèmes de conservation contemporains, mais exprimant leurs propositions à partir d'un ancrage disciplinaire différent. Il eut été particulièrement intéressant de pouvoir organiser une table ronde les réunissant et d'explorer la manière dont la « *convivial conservation* » et la conservation « évocentrique » peuvent dialoguer.

Ces réflexions systémiques ont été complétées tout au long des autres interventions par des études de terrain au sujet de la mise en œuvre de ces dynamiques de conservation, et de leurs transformations au quotidien dans des espaces en prise avec des problématiques environnementales.

Sensibilité des données : captation, flux, usage, arbitrage

La légitimité de la conservation en France a reposé sur une alliance forte entre la loi et la science, avec des développements plus récents de formes de légitimité procédurales (liées aux relations entre les politiques publiques et les citoyens). Cette place prédominante de la science, et des données issues des sciences naturelles, s'est instaurée avec le développement de la biologie de la conservation qui portait le double objectif de documenter la perte de biodiversité et de proposer des mesures pour l'inverser ou l'arrêter (Arpin et Cosson, 2021). Or les données produites à cet effet, loin d'être neutres, sont liées aux motivations de celui qui les produit dans un contexte à chaque fois singulier. Elles possèdent en somme une existence politique et sont prises dans les flux et les rapports de force des systèmes de conservation actuels. Partant de ce constat, plusieurs grandes questions ont parcouru les échanges au fil des différents cas présentés : Qui utilise les données et à quelles fins ? Qui met les données à disposition et de quelles manières ? À quoi servent ces données ? Elles étaient particulièrement présentes lors de la table ronde qui a réuni Florian Charvolin (sociologue, CNRS) et Guillaume Blanc (historien, Université Rennes 2) dans la matinée du premier jour, puis lors de la présentation du lendemain de Coralie Mounet (géographe, CNRS) sur la cohabitation des loups et des éleveurs.

³ Comme les interdictions par décret de pêcher, de prélever ou de chasser certaines espèces sur certains territoires.

F. Charvolin s'est intéressé aux individus qui fournissent des données et à la manière dont ils sont reliés affectivement aux espèces qu'ils renseignent, à travers une étude des naturalistes qui nourrissent par leurs observations la banque de données Faune France⁴. Ces derniers expriment un attachement fort aux espèces qu'ils observent, ce qui se manifeste dans leur façon de les documenter sur Faune France. Par exemple, ils évitent que le signalement de la présence d'un oiseau rare sur Faune France puisse engendrer l'arrivée massive d'autres naturalistes pouvant le déranger. Une journaliste, assistant au colloque, dont le travail a porté sur la question du loup, a abondé dans ce sens : certains naturalistes sur ses terrains refusent également de communiquer leurs observations sur des meutes locales pour ne pas affecter l'animal.

À côté de ceux qui mettent à disposition, il y a aussi ceux qui prennent les données. Un exemple de *mainstream conservation* a été évoqué par G. Blanc dans sa présentation sur les politiques de conservation en Éthiopie, où des institutions de protection de l'environnement en lien avec le gouvernement ont créé des parcs en expulsant des Éthiopiens de leurs terres. Lors de ses terrains, G. Blanc a pu s'interroger sur la démarche d'experts qui, pendant leur séjour en Éthiopie, extraient des données construites par des paysans sur le temps long puis retournent les exploiter dans les pays du Nord. Le cas de la Tanzanie a aussi été évoqué, où des pièges photographiques ont été installés dans le Parc national du Serengeti afin d'enregistrer des observations d'espèces à destination de naturalistes du Nord qui ne se rendent pas sur place. Avec cette technologie, les populations locales se trouvent exclues du processus de qualification de ces milieux. Si certains barrages techniques ont été levés, permettant des outils de mesures de plus en plus performants, la question des bénéficiaires de ces mesures et de ce qui en est fait reste souvent opaque.

Ces questionnements auraient bénéficié du regard d'écologues ou de gestionnaires qui se saisissent de ces problématiques. Car c'est un sujet qui est discuté, au moins chez les écologues qui génèrent massivement des jeux de données sans avoir parfois la capacité analytique de les traiter (par manque de temps, d'algorithmes, de personnel) (Hampton *et al.*, 2013).

⁴ Faune France est « un portail de science participative en ligne permettant de partager ses observations d'animaux avec une communauté dans le but de contribuer à l'avancée des connaissances et de la protection de la nature ». Source : *Faune-France, partageons nos observations!* <https://www.lpo.fr/la-lpo-en-actions/connaissance-des-especes-sauvages/faune-france>.

L'existence de ces flux de données pose également la question de leur utilisation politique. Les discussions lors de la journée du 14 ont évoqué à cet égard les travaux de Gwen Ottinger (2022) portant sur la manière dont des citoyens produisent et se saisissent de données scientifiques sur la qualité de l'air pour analyser l'évaluation réglementaire des émanations toxiques d'usines avoisinantes. C. Mounet a pu mettre en lumière des questionnements politiques similaires en présentant une étude sur la coexistence des humains avec les loups dans le massif de Belledonne. Dans ce massif, les éleveurs n'ont pas accès aux données territorialisées concernant la présence des gens et des loups, alors que ces données existent bel et bien. Par exemple, ils déplorent que les données produites sur les attaques de loups ne puissent être utilisées qu'à la fin de la saison, alors que les besoins des agriculteurs seraient de disposer d'un outil maniable au quotidien. Face à ce constat, le projet Recibiodal⁵, auquel participe C. Mounet, cherche à réintégrer la conservation dans des dimensions relationnelles afin de mettre du politique au cœur d'une approche centrée sur les dimensions scientifiques et techniques.

De la même manière, la présentation d'Ulysse Roche (littérature, ENS) a ouvert des pistes (interdisciplinaires et méthodologiques) sur le passage de la connaissance des enjeux que donnent les sciences, à l'action. Sa présentation de l'écocritique – champ qui s'intéresse aux intersections entre littérature et écologie – proposait notamment que les arts et la littérature favorisent ce passage. Ces derniers permettraient des changements individuels grâce à des bouleversements esthétiques qui touchent à la perception, plutôt qu'à la connaissance technique et informée de l'étendue du désastre écologique ou de la dégradation au sens large.

La violence (dissimulée) des systèmes de conservation

Le colloque a suivi l'émergence d'une autre thématique transversale, en lien avec la violence passée ou présente de la conservation.

Les discussions ont abordé la violence vis-à-vis des humains, notamment la violence vis-à-vis des populations expropriées au moment de la création de parcs, ce

que G. Blanc a étudié, ou encore la limitation de pratiques réunionnaises (la chasse d'insectes pour la consommation locale) que Guillaume Kerdoncuff (éco-anthropologue, ENS) a analysée dans son étude de master. G. Kerdoncuff a étudié notamment les pratiques de chasse de larves de longicornes, interdites à La Réunion par l'Office national des forêts (ONF) en 2019. Cette décision a été prise par l'ONF sans concertation et fait écho à des interdictions similaires lors de la colonisation de l'île. Quant à la chasse aux guêpes, elle est parfois disqualifiée par l'ONF et le Parc comme déclencheur potentiel d'incendies, et les chasseurs sont obligés d'en rendre compte auprès de ces institutions. Ces restrictions mettent en lumière les dialectiques à l'œuvre dans la conservation contemporaine autour des bonnes et des mauvaises pratiques, avec une autorité des détenteurs des premières (les scientifiques, les professionnels) sur les autres acteurs.

La violence peut également s'exercer vis-à-vis des non-humains. Elle peut s'exprimer dans la production de données (cas des espèces portant sur elles des instruments d'enregistrement) ou dans les mesures de protection. C'était l'objet de la présentation de Lorena Cisneros (anthropologue, MNHN) portant sur les réserves naturelles bretonnes et des agencements de soin violent. Dans un certain nombre d'agencements, pour prendre soin de certaines espèces, il faut en tuer d'autres. C'est le cas de gestionnaires devant limiter les populations de ragondins qui provoquent, par leurs galeries, l'effondrement des berges ou celui des écluses d'un système d'eau créé pour favoriser la reproduction du brochet et accueillir la reproduction d'oiseaux.

Cela résonne avec d'autres violences – non discutées pendant le colloque – qui touchent au bien-être des animaux en captivité dans les zoos inscrits dans des programmes de conservation. D'autres liens ambivalents entre soin et violence ont été soulevés, avec l'exemple d'anciens chasseurs qui deviennent des protecteurs de la faune sauvage ; ou celui du tourisme qui permet de faire vivre financièrement les parcs (soumis à des logiques économiques capitalistes ou néolibérales) mais produit une pollution qui participe à un dérèglement climatique destructeur, en d'autres endroits, de ces mêmes espèces menacées.

Limites et frontières

Les programmes de conservation sont en prise avec des questions de limites, de frontières. Dans ce colloque, il a été question de la négociation de limites territoriales, de frontières spatiotemporelles, et de la frontière entre ceux qui sont légitimes à s'exprimer et ceux qui ne le sont pas.

C'est une question qui se pose dans le cas de délimitations de zones d'usage. Un groupe d'étudiants du

⁵ Recibiodal est un « projet de recherche-action-crédation autour des responsabilités collectives et des solidarités dans la gestion des effets de la présence des loups en Belledonne, pour une résilience des systèmes agro-pastoraux et des territoires ruraux ». Source : <https://labexitem.fr/projets/recibiodal-les-effets-de-la-presence-des-loups-en-belledonne/>.

CERES⁶ a ainsi travaillé sur une enquête publique au sujet d'un projet d'extension d'une zone protégée en Bretagne; ils se sont notamment intéressés aux oppositions à la création d'une zone de quiétude, dont l'accès serait interdit une partie de l'année pour préserver de nuisances les fous de Bassan. Certains pêcheurs et plaisanciers s'y opposaient pour maintenir leurs usages et par crainte d'autres interdictions par la suite, gardant en mémoire la construction progressive de restrictions sur d'autres îles. Cette question met en lumière la manière dont des mesures de protection exerçant une forme de violence à un moment donné continuent à avoir des effets sur le temps long, en maintenant un système de vigilance des usagers vis-à-vis des mesures de protection qui suivront.

Par ailleurs, selon le rapport de cette enquête publique nationale, les deux tiers des répondants étaient favorables à l'extension; quant à la minorité d'opposants, organisée en association, elle reprochait à ceux qui s'étaient prononcés positivement de ne pas venir du territoire. Un des membres de l'assistance, venant de l'écologie, s'est alors récrié: «Oui mais les fous de Bassan n'appartiennent ni aux locaux ni à la LPO!». Cela a entraîné une discussion pour établir s'il y avait une limite entre ceux qui seraient aptes et légitimes à se prononcer ou non, et si cette limite était en lien avec le fait d'habiter sur place ou d'avoir des connaissances sur la biodiversité concernée. Il est important de reconnaître, d'un côté, l'enchevêtrement des vies des habitants avec leurs milieux, et de l'autre, que les espèces n'appartiennent à personne, que des individus éloignés peuvent légitimement donner leur avis sur des projets qui impacteront la vie d'autrui, humains et non-humains, et ce sans être pour autant dans une forme de violence. Il aurait été intéressant de pouvoir approfondir ces pistes collectivement, avec la présence de membres d'associations impliqués dans des actions de conservation. Il aurait également été enrichissant d'entendre d'autres voix qui, à l'instar de celle qui défendait le fixisme de certaines mesures pour préserver le bien-être des fous de Bassan sur le temps long, auraient pu bousculer des positions assez consensuellement partagées par l'assistance.

La question des limites et des frontières a aussi traversé la présentation de Cécilia Claeys (sociologue, Université de Perpignan), qui portait sur la gestion néocoloniale des moustiques, entraînant des formes de ségrégation sociospatiales dans les territoires français ultramarins. Elle s'est interrogée sur: la catégorisation mouvante d'une espèce qui n'est pas nuisible en tant que

telle mais le devient en temps de prolifération; les frontières temporelles, avec la colonisation qui importa des moustiques aux Antilles, aujourd'hui considérés comme endémiques, mais dont la prolifération serait aujourd'hui due, selon les discours relayés, aux populations noires; ainsi que sur les frontières spatiales, au sujet d'avions désinfectés lorsqu'ils se dirigent vers l'Hexagone et non lorsqu'ils en partent, alors que l'espèce de moustiques présente en métropole est bien plus proliférante et vectrice de maladies que celle des Antilles.

Dans ces questions de conservation, les frontières et limites sont prises dans des enjeux de légitimité, de résistance, de narration. Une partie de ces jeux de stabilité et d'instabilité, au cœur de plusieurs interventions, est liée au caractère mouvant du vivant, en évolution perpétuelle.

L'instabilité dans la conservation

L'instabilité du vivant a été racontée à travers trois approches: la stabilité est une fiction qui demande du contrôle, du travail; il est difficile de penser le vivant ou le patrimoine dissociés de leur environnement; la gestion de la conservation est souvent en réalité une gestion de l'instabilité.

Les difficultés liées à ce mouvement permanent du vivant étaient au centre des travaux de master de Natalia Derossi et Laetitia Van der Bergen (études environnementales, EHES), qu'elles ont présentés le premier jour du colloque. Elles se sont intéressées à un laboratoire essayant de stabiliser la vie, la croissance et la reproduction de microalgues cultivées pour l'industrie. Leur étude portait entre autres sur la quantité d'actions nécessaires pour réduire la complexité des relations biotiques et abiotiques afin d'essayer de maintenir une culture stable et pure dans une logique de production capitaliste. Le deuxième jour, Elise Demeulenaere (anthropologue, CNRS) s'est placée en miroir de ces problématiques, en présentant des formes de «conservation conviviale» dans le monde de l'agriculture, portées par des coalitions d'agriculteurs, de scientifiques et d'activistes. Face à une agro-industrie qui s'efforce de produire des variétés de semences distinctes, homogènes – dont la stabilité est aussi illusoire, les semences devant être refaites un bout d'un certain temps –, le réseau Semences paysannes prône une vision des semences comme le résultat d'une coévolution entre humains, plantes et territoire, valorisant les savoirs paysans. Le travail d'É. Demeulenaere l'a également amenée auprès d'un collectif qui cherche à restaurer les microflore natives des laits, dans un contexte où la charge microbienne du lait cru a fortement diminué pour des raisons sanitaires, inquiétant le monde de la production de fromage AOP.

⁶ Adam Soussana (histoire, ENS), Marin Moulard (philosophie, ENS), Ewa Merlan (histoire, ENS), Agathe Bredel (biologie, ENS), Olivia de Laage de Meux (géographie, ENS), Blanche Lacroix Domenach (sociologie, ENS), Robin Weissmann Farbos (biologie et politiques publiques, ENS).

Tiziana Nicoletta Beltrame (anthropologue, Centre de recherche sur les liens sociaux) a poursuivi cette réflexion avec une étude sur les politiques de conservation muséales et sur le soin apporté aux objets par ceux qui les entretiennent. Le monde muséal est traversé par des tentatives de stabiliser l'objet patrimonial, de « perpétuer le périssable », selon son expression. Le patrimoine conservé est un patrimoine avec son environnement, soumis à l'action des poussières, des insectes et des vibrations. Par exemple, les préventeurs des musées posent des capteurs pour établir le bruit de fond lié au pas des visiteurs et choisissent un seuil au-delà duquel ces vibrations sont une menace. Cette présentation était une invitation à réfléchir à la conservation muséale comme une gestion de la détérioration, de l'instable. Elle propose de penser que la dégradation peut être productive si on la considère d'un point de vue différent des paradigmes dominants dans le monde de la conservation. Il s'agit, à propos du lait, des semences ou des collections muséales, de ne plus concevoir une entité isolée de son environnement mais de suivre des évolutions incertaines qui nécessitent de développer une attention située.

Conclusion

Ce colloque a été l'occasion de discuter des idées et représentations de la conservation aussi bien que de ses engagements pratiques, qui façonnent le monde de multiples manières. Il a été question de conserver pour évoluer, de conserver la dégradation, de conservation conviviale, de tensions entre territorialisation de la conservation et nationalisation des enjeux, de seuils de coexistence entre gestionnaires et ragondins, entre bergers et loups, entre chasseurs d'insectes et l'ONF. Chaque présentation apportait des éléments de compréhension pour analyser les écueils passés, en s'appuyant sur la connaissance fine des agencements que revêtent

ces formes de conservation contemporaines. Ce sont notamment le dialogue des disciplines et le mélange d'étudiants, de chercheurs, de journalistes qui ont permis l'émergence de nombreuses pistes de réflexions venant enrichir les travaux en sciences humaines et sociales sur les questions de gestion de la nature. Alors qu'elle commençait sa thèse, L. Cisneros a assisté, pendant le séminaire « Biodiversités en mouvement » à une intervention de C. Mounet sur le loup et la manière dont elle reliait *care* et environnement. Deux ans plus tard, ce colloque a été l'occasion pour elle de présenter ses premiers résultats de thèse où elle prolongeait ces réflexions sur *care* et environnement. C'est une des forces de ce colloque, aussi, que d'avoir largement ouvert ses portes aux étudiants et jeunes chercheurs.

Références

- Arpin I., Cosson A., 2021. Seeking legitimacy in European biodiversity conservation policies: the case of French national parks, *Environmental Science & Policy*, 116, 181-187, <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2020.11.011>.
- Büscher B., Fletcher R., 2020. *The conservation revolution. Radical ideas for saving nature beyond the Anthropocene*, London, Verso Books.
- Hampton S.E., Strasser C.A., Tewksbury J.J., Gram W.K., Budden A.E., Batcheller A.L., Duke C.S., Porter J.H., 2013. Big data and the future of ecology, *Frontiers in Ecology and the Environment*, 11, 3, 156-162, <https://doi.org/10.1890/120103>.
- Ottinger G., 2022. Misunderstanding citizen science: hermetic ignorance in U.S. environmental regulation, *Science as Culture*, 31, 4, 504-529, <https://doi.org/10.1080/09505431.2022.2035710>.
- Sarrazin F., Lecomte J., 2021. Transition évolutive et naturalité, in Mermans E., Dussault C.A. (Eds), *Protéger l'environnement. De la science à l'action*, Paris, Éditions matérielles, 245-274.

Citation de l'article : Wittersheim L. 2023. Conservation en mouvement : savoirs, pratiques et politiques. Retour sur un colloque interdisciplinaire. *Nat. Sci. Soc.* 31, 3, 368-373.